

L'Assemblée se déclara de nouveau convaincue de la valeur du travail accompli par les diverses commissions de surveillance qui avaient été créées de temps à autre pour se procurer des renseignements de première main sur les situations susceptibles d'aboutir à un désaccord international. Un nombre considérable d'États Membres votèrent pour la continuation du mandat de la Commission spéciale des Nations Unies pour les Balkans et de la Commission des Nations Unies pour la Corée. Grâce à ces deux organismes, l'Assemblée a pu recueillir des témoignages impartiaux sur la situation embrouillée qui existait dans ces deux zones de conflits. Bien que la présence des observateurs des Nations Unies dans les pays intéressés n'ait pas fait disparaître les troubles qui s'y produisaient, elle semble en avoir atténué la violence dans les deux cas. Il n'est pas illogique de conclure de là que des organes de ce genre peuvent être considérés comme des rouages indispensables du mécanisme de conciliation et de médiation dans les différends éventuels dont les parties pourraient recourir à la force.

L'Assemblée témoigna une répugnance marquée à cesser de chercher une formule de contrôle de l'énergie atomique et un régime satisfaisant de désarmement. Les résolutions adoptées sur ces deux sujets reflètent l'inquiétude qu'inspirent aux États Membres, particulièrement aux petites puissances, les choses terrifiantes qu'on rapporte sur les développements de l'art de la guerre moderne. En effet, les puissances les plus intéressées furent instamment priées de poursuivre, avec une patience renouvelée, leurs efforts pour éviter un autre conflit mondial et pour mettre la paix et la sécurité sur une base solide et durable.

En même temps, une majorité significative des membres déclarèrent explicitement que, si la crainte de la guerre existait dans le monde, cela était dû aux politiques agressives et impérialistes de l'Union soviétique, non moins qu'aux menées subversives organisées par le communisme international sur le territoire d'autres États, afin d'y introduire ces politiques. Dans le débat acrimonieux auquel donna lieu ce qu'on a appelé inexactement la proposition de paix russe, les représentants du bloc soviétique tâchèrent de faire retomber sur les Puissances de l'Ouest, notamment sur le Royaume-Uni et les États-Unis, le blâme des préparatifs d'une nouvelle guerre. Toutefois, la marche du débat montra que la critique du monde occidental par les Russes ne faisait que raffermir et unifier la résolution des peuples libres de continuer à s'organiser pour résister à l'agression de l'Union soviétique, quelque forme que pût prendre cette agression. À la fin, la résolution conjointe du Royaume-Uni et des États-Unis sur les « fondements de la paix » fut adoptée à l'écrasante majorité de 53 contre 5 et une abstention (Yougoslavie).

Dans le domaine économique et social, il y a lieu de relever deux importantes initiatives. La résolution de l'Assemblée sur l'assistance technique avait pour objet de répondre au vœu sincère et persistant que forment plusieurs pays d'aider certaines régions retardataires du globe à développer leur économie et à relever leur niveau de vie. C'est un vœu qui n'a cessé d'être formulé dans les délibérations des divers organes des Nations Unies et des institutions spécialisées. Bien qu'il soit impossible de prédire le résultat du plan le plus récent, le ton du débat qui s'est déroulé à l'Assemblée indique clairement que, de l'avis de la plupart des États Membres, la solution de plusieurs problèmes politiques urgents du monde est étroitement liée à l'amélioration du niveau d'existence des pays insuffisamment développés.